



# Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 24 au 30 janvier 2020

Le 31 janvier 2020

## Résumé

**Bhoutan** : L'Autorité monétaire royale (RMA) anticipe une croissance de 6,4 % sur l'exercice 2019-20. Elle anticipe également une accélération de l'inflation, à 5%.

**Bangladesh** : Macroéconomie – Projections de la Banque Mondiale jusqu'en 2021. Télécom – Vers la pose d'un troisième câble sous-marin. Gaz – 130M€ pour de nouveaux forages gaziers on-shore avec l'aide de Gazprom.

**Inde** : *Indicateurs macroéconomiques* : En 2019, le commerce extérieur indien recule dans le sillage de la modération combinée de la demande mondiale et intérieure. Les droits de douane pourraient être fortement révisés dans le prochain budget à des fins de politique industrielle. Le gouvernement devrait par ailleurs renforcer ses dispositifs de soutien à l'export. Le trafic portuaire de marchandises progresse légèrement en 2019. Les ventes de véhicules motorisés ont chuté de 14 % en 2019. Le trafic aérien intérieur affiche pour sa part une légère progression sur l'année 2019.

*Finances publiques* : Le gouvernement relance son plan de privatisation d'Air India.

**Népal** : Le taux d'inflation affiche une nette reprise en décembre, à 6,6 %. Ouverture du transit de marchandises avec la Chine.

**Pakistan** : Statu quo dans la conduite de la politique monétaire. Recul de l'indice de production industrielle pour le douzième mois consécutif en novembre 2019, signe de l'essoufflement de la croissance. Contraction du déficit courant de 75 % sur le premier semestre de l'exercice 2019/20. Progression marquée des flux nets d'IDE sur le premier semestre de l'exercice 2019/20. Les financements étrangers reçus par le Pakistan enregistrent une progression notable sur le premier semestre de l'exercice 2019/20

**Sri Lanka** : Abaissement des taux d'intérêts directeurs de la Banque Centrale. Validation par le conseil des ministres de plusieurs projets visant à accroître la production d'électricité. Hausse sensible du montant collecté en taxes et impôts.



## BHOUTAN

- **L'Autorité monétaire royale (RMA) anticipe une croissance de 6,4 % sur l'exercice 2019-20 (juillet 2019 – juin 2020)**, et qui devrait accélérer à 7 % en 2020-21. Une amélioration des perspectives de croissance qui traduit, d'une part, la hausse attendue de l'activité hydroélectrique, via la mise en service de la centrale hydroélectrique *Mangdechhu*, et d'autre part, le dynamisme du secteur des services.

La RMA anticipe également une réduction du déficit de la balance des transactions courantes, de 24,5 % du PIB pour l'exercice 2018-19 à 14,9 % sur l'exercice actuel. Elle se réfère pour cela à la bonne orientation de l'activité hydroélectrique, et partant, de l'essor à attendre des exportations. De plus, la Banque centrale anticipe un maintien du déficit, à 3 % du PIB sur l'exercice 2019-20, en lien au calendrier de déboursement des grands projets hydroélectriques.

La hausse de l'allocation de crédit, bien que favorable, s'est toutefois accompagnée de l'augmentation des prêts non-performants et apparaît, à cet égard, un point de vigilance pour l'autorité monétaire, qui devrait entériner la mise en œuvre de nouvelles mesures prudentielles pour endiguer tout risque de détérioration significative des actifs du secteur bancaire.

- **La Banque centrale anticipe une accélération de l'inflation, à 5% sur l'exercice 2019-20.** Après avoir constaté des pressions inflationnistes contenues sur l'exercice actuel (à 2,7 %), en lien à la modération de l'inflation en Inde (52% des produits importés depuis le voisin indien), les prévisions d'inflation de la RMA indiquent une accélération des pressions inflationnistes, qui indiquent désormais une hausse des prix attendue de 5 % sur l'exercice actuel.

## BANGLADESH

- **Macroéconomie – Projections de la Banque Mondiale jusqu'en 2021.** Dans le cadre du *Country Partnership Framework* (CPF), la Banque Mondiale a publié des projections pour 2020 et 2021 pour différents indicateurs macroéconomiques. Dans le cadre du CPF, l'institution internationale prêtera 12,26 Mds sur les exercices fiscaux 2015-16 à 2019-20. Elle propose également de prolonger d'une année supplémentaire, jusqu'en juin 2021, la durée d'application du partenariat, afin de l'aligner sur le huitième plan quinquennal du gouvernement.

BANGLADESH'S MACROECONOMIC TREND							
	2015	2016	2017	2018	2019*	2020**	2021**
Real GDP growth at constant market prices	6.6	7.1	7.3	7.9	8.1	7.2	7.3
Real GDP growth at constant factor prices	6.5	7.2	7.2	7.9	8.3	7.2	7.3
Inflation	6.4	5.9	5.4	5.8	5.5	5.9	5.7
Current Account Balance (% of GDP)	1.5	1.9	-0.5	-3.5	-1.7	-2	-2.2
Net FDI (% of GDP)	0.9	0.6	0.7	0.6	0.8	0.8	0.8
Fiscal balance (% of GDP)	-3.7	-3.7	-3.4	-4.7	-4.4	-4.8	-4.7
Debt (% of GDP)	31.8	31.5	30.8	31.9	32.8	33.9	34.8
Primary balance (% of GDP)	-1.7	-1.8	-1.6	-2.8	-2.5	-2.6	-2.5

- **Télécom – Vers la pose d'un troisième câble sous-marin.** Le premier câble sous-marin bangladais arrivant bientôt à la fin de sa durée de vie de 20 ans, BSCCL a annoncé que l'appel d'offres pour la fourniture d'un troisième câble devrait être conclu prochainement. Les sociétés américaine SubCom, japonaise NEC, française Alcatel Submarine Network et chinoise Huawei



Merin ont exprimé leur intérêt pour sa construction. Son coût devrait avoisiner 6,1 Mds Tk et il devrait être livré en 2023. BSSCL a annoncé que l'argent viendra en partie d'autofinancement (la compagnie a dégagé 585M Tk de bénéfices lors de l'exercice 2018-19) et de prêts auprès de banques. Ce câble permettra de recevoir une bande-passante jusqu'à 5 Tbps (térabits par seconde).

Le Bangladesh est aujourd'hui connecté via deux câbles sous-marins géré par la Bangladesh Submarine Cable Company Limited (BSCCL, <http://www.bscccl.com/>). En 2006, le pays a été raccordé au câble East Asia–Middle East–Western Europe 4 (SEA-ME-WE 4) pour fournir 250 Gbps (Gigabits par seconde) de données. En 2017, alors que la demande atteignait 400 Gbps, un deuxième câble a été installé pour se connecter au réseau SEA-ME-WE 5 avec un débit de 200 Gbps additionnels (avec une capacité maximale de 1500 Gbps). Le reste de la demande était jusque-là fournit par 6 compagnies étrangères important la bande passante d'Inde depuis 2012. Ces connexions terrestres, bien que plus lentes, agissent également comme assurance en cas de panne. Les premier et deuxième câbles ont respectivement coûté 5 Mds Tk (55M€) et 6,6 Mds Tk (70M€, dont 44M\$ de prêts de la part de l'Islamic Development Bank). En juillet 2019, la consommation du Bangladesh était d'environ 1,2 téraoctet/s dont 670 Gbps sont fournis par BSCCL et le reste est importé de l'Inde.

- **Gaz – 130M€ pour de nouveaux forages gaziers on-shore avec l'aide de Gazprom.** Le gouvernement bangladais va investir 12,09 Mds Tk (130M€) pour l'exploration gazière de Bhola North dans les champs gaziers de Bhola (sud, plus grande île du pays) au cours des cinq prochaines années. Il fera l'acquisition d'une usine capable de prélever 60mmcf/d (million cubic feet per day) de gaz naturel (1,09 Mds Tk) au cours de l'exercice 2020-2021 et va forer trois puits supplémentaires : Tabgi-1, Ilisha-1 et Bhola North-2, pour un coût de 5,50 Mds Tk entre 2020 et 2022. Bangladesh Petroleum Exploration and Production Company Limited (Bapex) a découvert le champ gazier de Bhola North en 2018. Bapex a initié le forage du puits d'exploration avec la firme russe Gazprom (Gazprom EP International BV) pour un coût de 16,6 M\$. Ce champ contiendrait 435 Mds de pied cube et vient s'ajouter aux 566 Mds de réserve estimée du champ voisin de Sahbazpur.

Il s'agirait ainsi de la plus grande découverte des 12 dernières années. Bapex ne produit à Shahbazpur qu'environ 45mmcf/d de gaz, soit moins que la capacité de traitement d'environ 70mmcf/d, faute de client. Actuellement, une centrale électrique au gaz 225MW, appartenant au Bangladesh Power Development Board (BPDB), est le principal consommateur du gaz de Bhola, île qui n'est pas raccordée au réseau national. Le Bangladesh dispose d'une réserve de gaz d'environ 13,28 trillions de pied cube (moins de dix ans de consommation), ce qui oblige le gouvernement à accroître des importations de gaz naturel liquéfié.

## INDE

### INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **En 2019, le commerce extérieur indien recule dans le sillage de la modération combinée de la demande mondiale et intérieure.** Le montant des échanges extérieurs chute de 4 % en glissement annuel pour atteindre 808 Mds \$. En baisse de 6 %, les importations de marchandises enregistrent une nette diminution tandis que les exportations s'affichent au même niveau que l'an précédent à 324 Mds \$ ; ces évolutions traduisent en conséquence une contraction du déficit

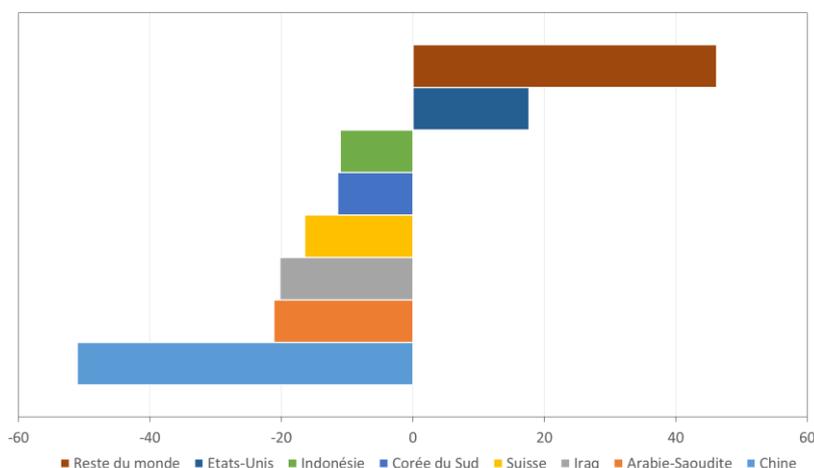


commercial vis-à-vis du reste du monde, qui s'établit désormais à 160 Mds \$, contre 190 Mds un an plus tôt.

La modération des importations de produits pétroliers (60 % du déficit), à 128 Mds \$ (-9% en glissement annuel), a notamment appuyé la tendance baissière des échanges extérieurs : bien que la demande intérieure s'est affaïssée sur la période, la nette chute des cours a exercé une pression sur le solde total : le cours du baril de Brent a notamment baissé de 12% en rythme annuel. On notera que les fluctuations du taux de change ont également exercé une incidence notable sur l'évolution des agrégats du commerce extérieur. Sur l'an 2019, et selon la Banque centrale, le taux de change effectif nominal (TCEN) est demeuré constant alors que le taux de change effectif réel (TCER, dont l'évolution reflète la modération des prix à la consommation sur la période) s'est déprécié de 4%.

La Chine demeure le premier déficit bilatéral de l'Inde, avec un solde négatif de 51 Mds \$ (contre 57 Mds \$ en 2018), l'Arabie-Saoudite (déficit bilatéral de 21 Mds \$) ou bien l'Iraq (déficit indien de 20 Mds \$). A l'inverse, le solde des échanges de marchandises avec les Etats-Unis affiche un excédent de 18 Mds \$, soit le principal excédent bilatéral indien, devant celui avec le Bangladesh (+7 Mds \$) ou bien vis-à-vis du Népal (+6 Mds \$). La France enregistre selon les chiffres indiens une inflexion de son solde bilatéral : après avoir enregistré un déficit de 1,5 Mds \$ en 2018, elle l'Inde affiche un an plus tard un excédent vis-à-vis de la France avec un solde positif de 34 M\$.

Composition du déficit commercial en 2019, par partenaire (en Mds \$)



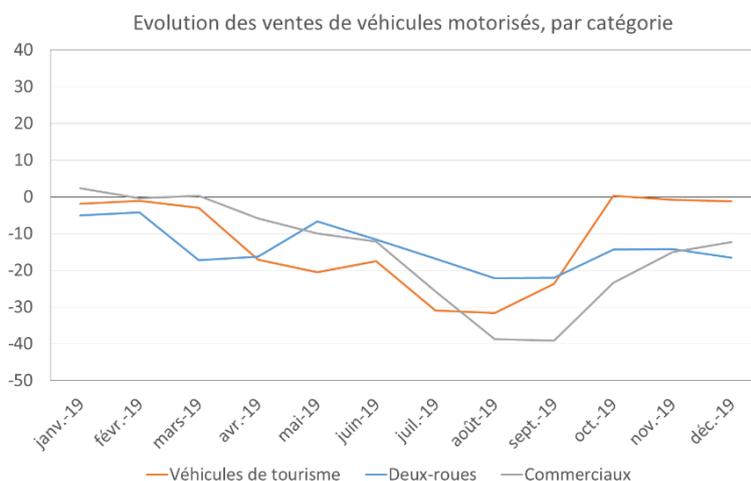
- **Les droits de douane pourraient être fortement révisés dans le prochain budget à des fins de politique industrielle.** Alors que le gouvernement est sur le point de présenter son Budget pour l'exercice prochain (avril 2020 – mars 2021), ce dernier pourrait inclure une refonte de la structure des droits de douane et conduire à relever la taxation des produits finis importés, à l'instar des composants électroniques (principalement importés depuis la Chine).

A travers cette mesure, le gouvernement souhaiterait encourager la production industrielle du pays, qui connaît une forte chute sur les derniers trimestres. En outre, le gouvernement indien pourrait se prononcer sur une série de mesures non-tarifaires qui se traduirait par des restrictions sur la qualité et les normes de production des produits importés. Alors que le gouvernement avait assoupli en août dernier les exigences de production locale afin d'inciter les compagnies étrangères à rentrer sur le marché indien, ces nouveaux droits de douane pourraient selon la



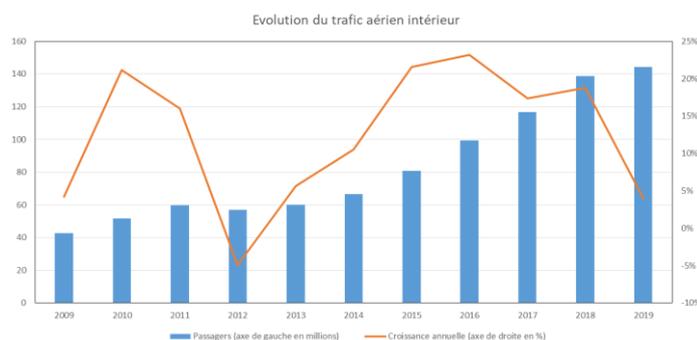
peut avoir une incidence négative sur l'attractivité économique via une hausse du coût des produits intermédiaires importés.

- **Le gouvernement devrait par ailleurs renforcer ses dispositifs de soutien à l'export.** Selon le Ministre du commerce et de l'Industrie, Piyush Goyal, un nouveau programme d'appui aux exportations est actuellement en cours de préparation. Ce programme consisterait à assouplir les conditions d'octroi des crédits pour les exportateurs, avec une attention particulière portée aux petites et moyennes entreprises. Cet amendement devrait permettre aux petites et moyennes entreprises de mieux s'adapter aux fluctuations de l'activité dans un contexte où le net ralentissement de l'économie couplé au tarissement des lignes de crédit accordées par les institutions financières non-bancaires, ont fortement pesé sur la performance des entreprises exportatrices.
- **Le trafic portuaire de marchandises progresse légèrement en 2019.** Il s'élève à 524 millions de tonnes dans les douze principaux ports indiens selon les données publiées par l'Association portuaire indienne (IPA) et enregistre ainsi un essor de seulement 1 % en glissement annuel. Sur les douze ports étudiés, sept ont enregistré une hausse de leur trafic sur la période : le port de Deendayal (Gujarat) est celui qui enregistre la plus forte progression en rythme annuel (+ 9 %), suivi par le port de Visakhapatnam (+ 9 %) et celui de Cochin (+ 7%), dans l'Etat du Kerala. A l'inverse, on notera que le port de Mormugao, situé dans l'Etat de Goa, voit son trafic de marchandises se contracter, en glissement annuel, de 15 %, à l'instar de celui de New Mangalore (Karnataka) avec une chute de 13% du trafic, ou bien de Chennai (-10%).
- **Les ventes de véhicules motorisés ont chuté de 14 % en 2019.** Le secteur enregistre ainsi un net repli, avec 2,4 millions de véhicules vendus sur l'année calendaire (2,7 millions d'unités un an plus tôt) selon l'association des producteurs automobiles (SIAM). Le secteur demeure principalement affecté par la chute des ventes de véhicules à deux roues, qui atteignent 18,6 millions d'unités, soit une baisse de 14 % par rapport à 2018. Les ventes de véhicules de tourisme et commerciaux ont également enregistré une forte diminution sur l'année glissante (respectivement en baisse de 13 et 15 %) ; les bénéfices liés à la période festive au T4 2019 semblent avoir eu un effet d'entraînement positif sur la demande urbaine (via l'achat de véhicules de tourisme et commerciaux) alors que l'atonie des ventes de deux-roues traduit la demande en berne au sein des zones rurales.





- **Le trafic aérien intérieur affiche pour sa part une légère progression sur l'année 2019.** Selon les chiffres de la Direction générale de l'aviation civile, le nombre de passagers enregistrés sur des vols intérieurs s'est ainsi élevé à 144 millions de personnes, contre 139 millions sur l'année 2018, soit une progression annuelle de 4%.



On notera que la compagnie aérienne *low-cost* Indigo dispose désormais de près de 47 % des parts de marché (contre 41,5% en 2018), suivi par *SpiceJet* (14,9 %), la compagnie nationale *Air India* (12,7 %), en difficulté et dont le gouvernement souhaite ouvrir le capital à des investisseurs privés, alors que l'année a été marquée par la chute de l'ancien numéro 2 du secteur *Jet Airways*.

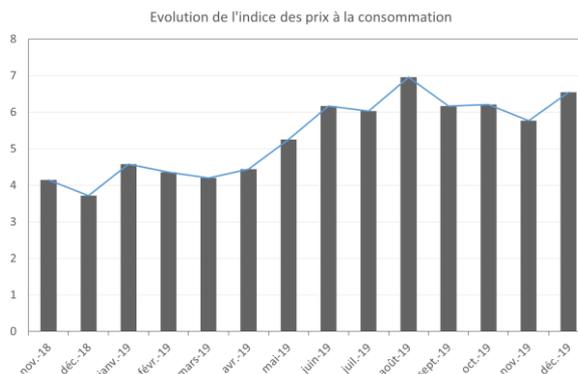
## FINANCES PUBLIQUES

- **Le gouvernement relance son plan de privatisation d'Air India.** Après avoir renoncé à ce projet en 2018, car aucun investisseur ne s'était porté candidat au rachat, le ministère de l'aviation civile a publié le 27 janvier les termes du nouvel appel d'offres pour la reprise des actifs de la société publique. L'Etat souhaiterait ainsi céder ses parts (76% des actifs totaux) au sein de la compagnie aérienne à des investisseurs privés, à échéance du 17 mars pour les dépôts de candidatures. Le ministre de l'aviation civile, Hardeep Singh Puri, a déclaré que le gouvernement était disposé à "réviser et affiner" les conditions de vente sur la base des suggestions des investisseurs. Cette relance vise notamment à soutenir les recettes du gouvernement alors que l'objectif de déficit à 3,3% du PIB paraît de plus en plus intenable.

Pour rappel, et à la différence du plan de privatisation de 2018, le gouvernement a largement réduit la dette de la compagnie aérienne. En effet, via l'utilisation d'un Fonds Commun de Créance (*Air India Assets Holding Ltd*), le gouvernement a pu transférer une partie des dettes à ce fonds et ainsi sortir ces dernières du bilan de la compagnie aérienne (de 8 à 3 Mds €).

## NEPAL

- **Le taux d'inflation affiche une nette reprise en décembre, à 6,6 %** (contre 5,8 % en novembre), soit une nette reprise des tensions inflationnistes sur le mois revu. Il marque ainsi une nette accélération en rythme mensuel et s'affiche à son point le plus haut depuis août 2019, au-dessus de la moyenne sur l'année 2018 (5,5 %).



La hausse des prix à la consommation est **principalement imputable aux produits alimentaires** (43,9% de l'échantillon), dont les prix ont enregistré une croissance soutenue (+ 9,8% en glissement annuel), avec notamment la forte progression du prix des légumes (+ 42,2% en glissement annuel).

Le différentiel d'inflation vis-à-vis de l'Inde enregistre quant à lui, une inflexion pour s'établir en territoire négatif (-0,8 point de pourcentage) suite à la forte hausse des prix chez le voisin (à 7,4% pour rappel). Le différentiel d'inflation entre la vallée de Katmandou et le reste du pays, bon indicateur de la fragmentation du marché intérieur, tend quant à lui à augmenter (la hausse des prix a été de 7,6% dans la vallée, de 6,7% dans le Terai, de 5,3% dans les zones de collines et de 4,8% dans celles de montagne).

- **Ouverture du transit de marchandises avec la Chine.** L'accord sur le transport et le transit de marchandises népalaises (*Transit and Transport Agreement*) devrait être officiellement opérationnel à partir du 1<sup>er</sup> février 2020. Pour rappel, l'accord avait été signé par le Président népalais, Bidya Devi Bhandari, et son homologue chinois, Xi Jinping, le 29 avril 2019 à Pékin à l'occasion de la visite du Président népalais au second forum « Belt and Road Forum ». L'accord ouvre ainsi au Népal l'accès à quatre ports maritimes chinois (Tianjin, Lianyungang, Shenzhen et Zhanjiang) ainsi que des postes frontaliers (Lanzhou, Lhasa et Xigatse).

Cet accord, qui s'inscrit dans l'objectif népalais de désenclavement du pays mais aussi d'une moindre dépendance au voisin indien, alors que plus de 90% des échanges commerciaux avec le reste du monde se fait via les ports de Calcutta (Haldia) et Visakhapatnam en Inde.

## PAKISTAN

- **Statu quo dans la conduite de la politique monétaire.** Le Comité de politique monétaire a décidé de maintenir le taux directeur à 13,25 % pour la troisième fois consécutive, et ce après une hausse cumulée de 750 pdb entre janvier 2018 et juillet 2019 ayant porté le taux directeur à son plus haut niveau depuis huit ans. Il estime que l'orientation actuelle de la politique monétaire demeure appropriée pour faire face aux pressions inflationnistes (prix des produits alimentaires et de l'énergie notamment) et respecter la cible fixée autour de 11-12 % en 2019/20 et de 5-7 % au cours des prochains 18 à 24 mois. La récente hausse de cette dernière – 12,7 % et 12,6 % en glissement annuel respectivement en novembre et décembre 2019 – serait principalement due à la hausse des prix alimentaires en raison de perturbations provisoires de l'approvisionnement



et l'augmentation des prix administrés. La transition vers un taux de change flexible et déterminé par le marché (avec une appréciation récente de la PKR face à l'USD) serait notamment de bon augure pour les perspectives d'évolution de l'inflation.

La revue du Comité de politique monétaire souligne l'amélioration constante du secteur externe, avec une contraction du déficit courant de 75 % au premier semestre 2019/20. Le renforcement du niveau des réserves brutes de change de 4,5 Mds USD entre le début de l'exercice budgétaire et le 17 janvier 2020 a été accompagné d'une amélioration de leur composition (réduction des swaps à court terme). Les efforts de consolidation budgétaire ont également été soutenus. Les recettes fiscales enregistrent une hausse de 16 % en glissement annuel au premier semestre 2019/20 et le gouvernement a assuré un ferme contrôle des dépenses courantes hors paiement des intérêts de la dette. La progression des crédits au secteur privé a cependant ralenti à 2,2 % en glissement annuel entre le 1<sup>er</sup> juillet 2019 et le 17 janvier 2020, à comparer à +8,5 % sur la période considérée un an plus tôt.

La Banque centrale reconnaît également que ses estimations relatives à la croissance du PIB sur l'exercice 2019/20 (du 1<sup>er</sup> juillet 2019 au 30 juin 2020) – jusqu'ici maintenues à 3,5 % – devront probablement être revues à la baisse. Elle évoque en premier lieu les mauvais résultats de la production de coton et contraction de l'indice de production industrielle (voir *infra*).

- **Recul de l'indice de production industrielle pour le douzième mois consécutif en novembre 2019, signe de l'essoufflement de la croissance.** L'indice *Large Scale Manufacturing* (LSM), qui contribue à 10,7 % de la formation de valeur ajoutée, s'est contracté de 4,6 % en glissement annuel. Il affiche toutefois un repli plus léger que le mois précédent (-8 % en glissement annuel en octobre). Sur les cinq premiers mois de l'exercice 2019/20 (juillet – novembre 2019), l'indice LSM enregistre une chute de 5,9 % en glissement annuel, à comparer à +0,4 % un an plus tôt. La production s'affiche en baisse dans de nombreux secteurs (7 sur 15) : alimentation/boissons/tabac (-6,6 %), automobile (-37,8 %), produits pharmaceutiques (-8,4 %), sidérurgie (-13,8 %), produits pétroliers (-12,2 %). En outre, l'industrie textile qui compte pour 20,9 % de l'indice continue de stagner (+0,3 %). Pour mémoire, la cible de progression de l'indice LSM a été fixée à +1,3 % sur l'exercice budgétaire 2019/20 par les autorités (après -3,6 % en 2018/19 et +5,5 % en 2017/18).
- **Contraction du déficit courant de 75 % sur le premier semestre de l'exercice 2019/20** (du 1<sup>er</sup> juillet 2019 au 30 juin 2020). Le déficit courant s'affiche à 2,2 Mds USD (1,5 % du PIB), à comparer à 8,6 Mds USD (5,8 % du PIB) au premier semestre 2018/19. Cette nette amélioration s'explique principalement par un recul marqué du déficit des échanges de biens à 9,8 Mds USD (-39,4 % en glissement annuel). Si les exportations progressent de seulement 4,5 % en glissement annuel à 12,4 Mds USD, les importations enregistrent un recul notable de 20,9 % à 22,2 Mds USD. Les principaux fournisseurs du Pakistan sont la Chine (22 % du total), les Emirats arabes unis (16,4 %), Singapour (4,9 %), les Etats-Unis (4,4 %) et l'Arabie saoudite (3,4 %). Les principaux pays de destination des exportations pakistanaises demeurent les Etats-Unis (16,7 % du total), la Chine (7,6 %), le Royaume-Uni (7 %), les Emirats arabes unis (6,7 %) et l'Allemagne (5,4 %). Les produits pétroliers représentent le premier poste d'importation (24 % du total) malgré un net repli de 33,8 % en glissement annuel à 8,3 Mds USD. Les exportations de textile – qui comptent pour 55 % du total des exportations – enregistrent quant à elles une légère baisse de 1,3 % à 6,8 Mds USD. Les transferts de travailleurs qui s'établissent à 11,4 Mds USD sur la période considérée continuent en outre de couvrir la totalité du déficit commercial.



- Progression marquée des flux nets d'IDE sur le premier semestre de l'exercice 2019/20** (1<sup>er</sup> juillet 2019 au 30 juin 2020). Les flux nets augmentent de 68,3 % en glissement annuel pour atteindre 1,3 Md USD. Ils ne représentent toutefois que 1 % du PIB sur la période considérée (à comparer à 0,3 % du PIB au S1 2018/19). Alors que les flux entrants d'IDE déclinent légèrement et s'affichent à 1,7 Md USD (-6,3 % en glissement annuel), cette évolution s'explique principalement par la forte baisse des flux sortants (-62,8 % à 391,2 M USD). Les principaux pays d'origine des investissements directs en flux nets au cours du premier semestre 2019/20 sont la Chine (31,5 %), la Norvège (21,5 % du total, en raison du paiement effectué par Telenor pour le renouvellement de sa licence de téléphonie mobile), Malte (8,3 %), le Royaume-Uni (5,1 %), Hong Kong (4,3 %) et les Etats-Unis (3,9 %). En termes sectoriels, les flux nets d'IDE se concentrent dans les communications (32,2 % du total), l'énergie (21,6 %), les services financiers (12,1 %), les machines électriques (8,8 %) et l'exploration pétrolière et gazière (8,4 %).

Un solde positif a été enregistré pour les investissements de portefeuille à hauteur de 18,8 M USD au premier semestre 2019/20, à comparer à un solde négatif de 419,8 M USD sur la période considérée un an plus tôt. Les investissements étrangers nets s'élèvent ainsi à 1,3 Md USD.

- Les financements étrangers reçus par le Pakistan enregistrent une progression notable sur le premier semestre de l'exercice 2019/20** (1<sup>er</sup> juillet 2019 au 30 juin 2020). Le montant total des déboursements atteint 5,8 Mds USD, après 2,3 Mds USD un an auparavant (+150 % en glissement annuel). Les emprunts, qui comptent pour 95,6 % du total des financements étrangers reçus au cours de la période considérée, s'élèvent à 5,5 Mds USD quand les dons s'établissent à seulement 256,4 M USD. Le Pakistan a en outre reçu 1,8 Md USD dans le cadre d'emprunts auprès des banques commerciales. Les déboursements des bailleurs multilatéraux s'affichent à 2,9 Mds USD (75,3 % pour la Banque asiatique de développement, 14,3 % pour la Banque islamique de développement dans le cadre d'une facilité de paiement différé pour les importations de pétrole et 8,1 % pour la Banque mondiale) quand ceux des bailleurs bilatéraux s'établissent à 710,7 M USD. La Chine demeure le premier partenaire financier bilatéral du Pakistan (55,1 % des emprunts auprès des partenaires bilatéraux), suivie par le Royaume-Uni (17,1 %), la Corée du Sud (13,1 %) et les Etats-Unis (4,9 %). Pour mémoire, les autorités estiment que le montant total de l'aide étrangère – hors aide financière de court terme en soutien aux réserves de change – atteindra 13 Mds USD en 2019/20.

## SRI LANKA

- Abaissement des taux d'intérêts directeurs de la Banque Centrale (CBSL).** La CBSL a décidé le 29 janvier de réviser à la baisse ses deux taux directeurs, le taux de facilité de dépôt (SDFR) et le taux de facilité de prêt (SLFR), de 50 points de base chacun. Le SDFR passe donc de 7% à 6,5%, et le SLFR de 8% à 7,5%. Le ratio de réserves réglementaires (*Statutory Reserve Ratio* – SRR) demeure quant à lui inchangé, à 5%. Selon l'institution, cet assouplissement de la politique monétaire vise à favoriser la relance de l'activité économique alors que la croissance pour 2020 a été revue à la baisse pour les économies émergentes, notamment l'Inde. A travers cette baisse des taux, la CBSL vise à faire pression à la baisse sur les taux d'intérêts perçus par les banques sur les crédits au secteur privé et ainsi soutenir l'économie réelle. Il s'agit de la première baisse de taux décidée depuis la prise de fonction du nouveau gouverneur Prof. W D Lakshman, en poste depuis le 24 décembre 2019.



- Validation par le conseil des ministres de plusieurs projets visant à accroître la production d'électricité.** Le conseil des ministres a approuvé l'extension de la centrale à charbon de Norachholei. Cette extension, en deux tranches, vise à accroître la production de la centrale de 600 MW. Le gouvernement a aussi confirmé le projet de construction d'une centrale de GNL de 300 MW avec le soutien des Indiens et des Japonais à Kerawalapitiya. Une autre centrale de production d'électricité au GNL de 300MW, financée par la Banque asiatique de développement, devrait aussi voir le jour. Les autorités ont en outre appelé à la concrétisation du projet de construire une ferme solaire financée par un prêt indien de 100 M USD. Depuis 2015, aucune nouvelle installation de production d'électricité n'a été inaugurée.
- Hausse sensible du montant collecté en taxes et impôts.** L'IRD (*Inland Revenue Department*), l'administration fiscale locale, a collecté 785 Mds LKR en 2019. Ceci représente un montant record bien que l'IRD ait manqué sa cible initiale fixée à 799 Mds LKR. Les revenus collectés en 2018 ont été de 650 Mds LKR, soit une augmentation de +21% du montant en 2019. Néanmoins, les importantes baisses d'impôts consenties par le nouveau gouvernement en décembre 2019 devraient impacter négativement la collecte de 2020. Les recettes publiques sont estimées à 12,8% du PIB en 2019 par le FMI (contre 13,4 % en 2018).

#### Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa2	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
<b>Pakistan</b>	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
<b>Sri Lanka</b>	B2	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
<b>Maldives</b>	-		B2	Stable	-		D	D

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

#### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi  
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, T. Gharib, P. Pillon, A. Boitière, P-H. Lenfant, J. Deur et H. Lafond.

Version du 31/01/2020